Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 8 (1916)
Heft: 8

Artikel: Les suites sociales de la guerre
Autor: M.N.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383126

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Berne, août Huitième année 1916 — **N° 8**

REVUE SYNDICALE SUISSE

Organe de l'Union suisse des Fédérations syndicales

Abonnement: 3 fr. par an
Pour l'Etranger: Port en sus
Abonnem. postal, 20 cent. en sus

Rédaction: Secrétariat de l'U. S. F. S. Par intérim: **G. Heymann**
Téléphone 1808 ○ ○ ○ **Kapellenstrasse 6** ○ ○ ○ Compte de chèques N° III 1366
Paraît tous les mois

○ Expédition et administration: ○
Imprim. de l'Union, Berne
○ ○ ○ ○ Kapellenstrasse, 6 ○ ○ ○ ○

SOMMAIRE:

Page
1. *Les suites sociales de la guerre* 85
2. *Contre la vie chère* 87
3. *L'évolution économique des villes et des campagnes suisses* . . 88
4. *Mouvement syndical international* 95
5. *Divers* 96

Les suites sociales de la guerre

La guerre a détruit une immense quantité de biens matériels; elle accable les Etats d'un énorme fardeau de dettes qui, avec les autres dépenses occasionnées par cette catastrophe sans exemple, fera doubler et même tripler le montant des impôts; elle a, en outre, fait renchérir les prix de presque toutes les marchandises. Quelles influences exerceront ces différents effets de la guerre sur la situation sociale de chaque classe de la population? La réponse est assez facile, si nous connaissons les effets sociaux du renchérissement. La guerre a singulièrement aggravé et hâté ces effets. Il est certain que pendant la guerre quelques petits capitalistes se sont aussi enrichis rapidement. On peut cependant admettre comme règle une forte et rapide concentration du capital et la réduction en peu de mains de la conduite de la vie économique.

Le *Journal de Francfort* a, par exemple, constaté ce fait pour l'Allemagne, mais on peut aussi remarquer les mêmes symptômes dans les autres pays. *L'organisation*, c'est-à-dire la concentration et la direction des entreprises en une seule main, naturellement sous le contrôle des plus puissants, est le mot d'ordre de notre époque.

Le revers de cette « organisation » est la disparition des petites entreprises qui sont obligées ou de cesser l'exploitation ou tout au moins de sacrifier leur indépendance. C'est un fait que chacun peut constater que la classe moyenne de la population renforce de plus en plus les rangs du prolétariat. Ce sont particulièrement les femmes de ces sphères de la société qui cherchent à trouver de l'occupation, alors qu'avant la guerre elles ne travaillaient que rarement chez elles et réclamaient même les services d'autres personnes.

Il est sans doute inutile de prouver ici que la grande masse des ouvriers des villes souffrent des suites du renchérissement et que la valeur réelle des salaires a diminué; ces faits ont été constatés assez souvent.

D'un autre côté, les bénéfices que réalisent les entrepreneurs groupés en puissantes associations, les recettes des grands propriétaires fonciers et éleveurs de bestiaux, qui reçoivent aujourd'hui le double et le triple pour leurs marchandises, augmentent sans cesse. Les banques, elles aussi, récoltent de magnifiques profits par l'entremise des emprunts de guerre et par le taux élevé des capitaux. Comme illustration à cette assertion, nous ne voulons relater que le fait qu'en Russie les petits dépôts de caisse d'épargne ont diminué pendant la guerre, tandis que les grands (au-dessus de 500 roubles = 1300 francs) ont fortement augmenté.

* * *

Il est donc certain que, comme suite de la guerre, les contrastes de classe seront aggravés, les riches seront plus riches, les pauvres plus pauvres. Ce phénomène a pu être constaté après toutes les guerres, ainsi qu'après toutes les grandes commotions économiques. La « paix intérieure » sera remplacée après la guerre par des luttes violentes sur le terrain économique. Déjà, au cours de la guerre, le mouvement des grandes masses s'est fait remarquer en Angleterre, en Norvège et dans d'autres pays. Mais c'est seulement quand la guerre sera terminée que les luttes sociales se déchaîneront librement et il faut que les ouvriers s'y préparent à l'exemple des entrepreneurs qui, dès maintenant, préparent tout pour la résistance. Cette préparation peut et doit consister non seulement dans le renforcement de nos organisations, mais aussi dans la pénétration claire et précise des conditions de lutte et des possibilités de chance ou d'insuccès.

Il est, en premier lieu, important de se rendre compte si nous nous trouvons directement avant une *lutte décisive pour le socialisme*, si nous pouvons espérer conquérir peu de temps après la guerre la puissance politique dans l'Etat. Il est

évident que les forces économiques de production sont « mûres » pour le socialisme; déjà Heine disait:

« Il y a assez de pain sur terre pour tous les hommes. Les roses, la beauté, la joie sont suffisantes pour tous. »

Cependant, la question ne se trouve pas là; il faut examiner si le capitalisme a vraiment épuisé tous ses moyens de développement. Karl Marx a posé la maxime: « Une forme de la société ne périra jamais tant que les forces de production qui lui suffisent n'auront pas atteint leur plus haut développement. »

Nous savons qu'un immense terrain est encore à la disposition de l'activité du capitalisme en Asie, dans l'Amérique du Sud, etc. Battu sur les champs de bataille européens, il se renforcera dans les autres parties du monde et se rejettera sur l'Europe. Les masses ne comprendront pas la nécessité du socialisme aussi longtemps que les autres parties du monde leur laisseront de nouvelles perspectives, même sous la domination du capitalisme. Je crois que dans *ce* sens le capitalisme n'est pas encore prêt à disparaître.

* * *

L'opinion erronée que le capitalisme est à l'agonie ressort peut-être plus clairement encore si nous jetons un coup d'œil sur ses « fossoyeurs ». Est-ce que le *prolétariat* est « mûr » pour entrer en lutte pour l'avènement du socialisme? Objectivement le triomphe du prolétariat serait possible s'il était composé de l'immense majorité de la population. « Le mouvement prolétaire est le mouvement indépendant de *l'immense majorité* dans l'intérêt de l'immense majorité. » Le prolétariat pourra donc transformer l'organisation de la société quand il comprendra « l'immense majorité » de la population. On pourrait encore ajouter qu'il est nécessaire que l'industrie possède une position dominante dans le pays et que le prolétariat des villes et de la campagne se sente *le peuple* qui forme les véritables appuis de la société. Et comment les choses sont-elles en réalité? A l'exception de l'Angleterre, de la Belgique et de la Suisse, il n'y a pour ainsi dire pas un seul Etat en Europe dans lequel l'industrie prédomine et où le prolétariat occupe par son nombre une position dominante.

Si nous faisons abstraction de la Russie (personne ne peut alléguer que le socialisme est « mûr » dans ce pays), nous trouvons qu'en Autriche l'agriculture occupe encore le 60 %, en Hongrie le 70 %, en Italie le 59,4 %, au Danemark le 48,2 %, en Suède le 49,8 % de la population. Tous ces Etats agricoles ne peuvent donc pas être considérés comme « mûrs » pour le socialisme. Et quelle est la situation en France? Selon le recensement de l'année 1906, le 42,7 % de la population était occupé dans l'agriculture, chose qui est certainement exagérée, car on a compté les propriétaires de petits champs et les membres de leur famille dans la catégorie de la population agricole. Cependant, il est constaté qu'en 1911, le 55 % de la population habitait la campagne, alors que le mouvement socialiste se concentre en première ligne dans les villes. Le classement social de la *population active* de France est plus important. En 1906, il était dénombré comme suit:

	En millions	Femmes	Femmes et hommes âgés de moins de 20 ans
Entrepreneurs (indépendants)	8,83	3,93	0,16
Employés	1,64	0,40	0,23
Ouvriers	9,45	3,32	2,42

La classe ouvrière ne forme donc qu'une majorité minime du total de la population active et, si l'on ne prend pas les femmes en considération, elle ne compose même que la minorité. Dans ces conditions, il ne peut être question d'une lutte pour conquérir la dictature politique du prolétariat. Car il ne s'agit pas qu'une minorité remplace l'autre, mais il faut qu'une grande majorité arrache la domination qu'exerçait jusqu'ici une minorité. La guerre et les conditions économiques qui s'ensuivront bouleverseront donc les conditions sociales et écraseront la classe moyenne. C'est pourquoi nous ne pouvons pas prétendre que la lutte pour le socialisme pourra être érigée comme tâche prédominante. Bien plus, notre tâche sera après la guerre comme avant de lutter *pour des réformes dans le sens du socialisme, comme parti politique indépendant et comme organisations économiques indépendantes.*

Après comme avant, notre parole devra être:

Propagande et organisation

Il est certain que la grande masse des indifférents, *non organisés* jusqu'ici, participera davantage aux luttes de l'avenir, surtout sous la pression des événements, mais le centre de gravité se trouvera après comme avant dans les actes des masses *organisées*, qui peuvent seules soutenir un mouvement constant et lui donner un but précis.

* * *

L'action des masses et l'organisation, voilà les armes qui sont conformes à la situation économique du prolétariat et par lesquelles il pourra se maintenir et triompher. Mais l'organisation en masse et l'action en masse ne signifient pas autre chose que l'organisation et l'action *syndicales*.

Nous n'avancerons jamais sans les succès dans le domaine politique. Mais nous ne pouvons pas obtenir des victoires politiques sans l'aide de syndicats prêts à la lutte et qui ont conscience de leur force. *(K. Kautsky)*, La voie vers la puissance, page 13.)

Ceci fut écrit en 1910, mais l'opinion de Kautsky s'accorde encore avec la situation actuelle. Il est évident que les conditions de lutte sont devenues plus mauvaises pour le prolétariat, parce que la puissance du capitalisme s'est accrue. Cependant, une pression produit une contre-pression, et la concentration du capital contribuera puissamment à favoriser les organisations syndicales, coopératives et le parti même. Les luttes s'étendront sur une plus grande échelle, elles deviendront plus intenses et plus amples. Rien ne laisse prévoir qu'à l'avenir nous n'aurons plus besoin de mettre autant de valeur dans le développement et le renforcement de nos organisations. C'est justement le contraire qui doit avoir lieu; il faut travailler plus que jamais à fortifier nos organisations si nécessaires devant la concentration du capital qui s'accroît aujourd'hui si rapidement. *Soyons irréconciliables envers la société bourgeoise, dans les temps de paix comme pendant la guerre préparons-nous à de nouvelles luttes et serrons nos rangs . . .* *M. N.*

Contre la vie chère

A la Maison du Peuple de Zurich étaient convoquées, pour dimanche 6 août, les organisations suivantes:

Le Comité du Parti socialiste suisse;
Le Comité directeur de l'Union syndicale;
La Fédération ouvrière des femmes;
Les Unions ouvrières et quelques autres groupes d'action sociale pour prendre connaissance d'une résolution à présenter au Conseil fédéral et d'une requête également présentée par le Comité de la défense économique des intérêts de la classe ouvrière pendant la guerre.

Cette assemblée composée de plus de cent représentants a entendu deux discours. Un de Grimm et un autre de Greulich, rapportant sur les questions soumises à l'assemblée.

Ces exposés très clairs n'ont pas donné lieu à une grande opposition et ne pouvaient du reste, étant donné leur but, provoquer de grandes divergences. Les participants ont accepté les conclusions des rapporteurs qui seront transmises au Conseil fédéral et que nous donnons ci-après:

Résolution relative à la question du ravitaillement

Les représentants des partis socialistes cantonaux, du comité du Parti socialiste suisse, de l'Union suisse des Fédérations syndicales, de la commission de secours des organisations ouvrières de la Fédération suisse des femmes socialistes et des Unions ouvrières locales, réunis en assemblée le 6 août 1916, à Zurich

considérant

que le renchérissement de la vie, occasionné par la guerre, devient toujours plus menaçant et que la sous-alimentation des grandes masses populaires s'aggrave d'une manière inquiétante;

que la situation économique de la Suisse devient de plus en plus précaire par suite des difficultés du ravitaillement en denrées et matières premières et que par conséquent une alimentation suffisante de la population pour l'hiver prochain paraît insuffisamment assurée,

que des gens sans scrupules exploitent les difficultés d'approvisionnement, non seulement dans un intérêt de lucre, mais aussi comme prétexte à une propagande dangereuse pour la neutralité de notre pays et risquant de nous entraîner dans la guerre mondiale,

décident

d'engager toute la classe ouvrière du pays à entreprendre une action énergique contre cette propagande d'excitation à la guerre et de s'opposer par tous les moyens aux tentatives criminelles de faire sortir la Suisse de sa neutralité.

L'action pour le maintien de la neutralité est en corrélation la plus intime avec la question du développement de notre ravitaillement et exige une organisation s'adaptant aux circonstances de la vie économique dans l'intérêt d'une alimentation rationnelle de notre population.

Les représentants mentionnés ci-dessus réclament donc des *autorités compétentes* l'étude et l'application sans retard des mesures ci-après:

I. De la part de la Confédération

La centralisation la plus grande des fonctions économiques exercées par les autorités fédérales à cause de la situation extraordinaire créée par la guerre.

Création d'un Office fédéral de consultation qui fixera en commun avec les autorités fédérales les directions générales de la politique économique à suivre pendant la période de guerre.

Extension des prix maxima, des prises d'inventaire, des mesures de vente et d'expropriation forcées de toutes les marchandises et matières nécessaires à la consommation et au maintien de la production.

Création de monopoles d'achat et de répartition en particulier pour les pommes de terre, pâtes alimentaires, charbons, etc.

Organisation du ravitaillement en fruits et interdiction de l'exportation des fruits pour autant que l'exigent les besoins de la consommation du pays.

Interdiction de toute augmentation ultérieure du prix du lait.

Diminution de l'exportation du lait condensé et du fromage.

Répartition par contingents des denrées insuffisantes, d'après les indications fournies par les cantons et les communes.

Remise des denrées alimentaires monopolisées aux communes, à prix réduits, à condition que celles-ci s'engagent à les remettre comme secours aux familles dans la nécessité.

Décrets instituant des travaux destinés à procurer du travail aux chômeurs.

Subventions aux caisses d'assurance-chômage.

Augmentation du taux des secours militaires avec obligation pour les cantons d'appliquer uniformément les taux arrêtés.

Allocations de renchérissement au personnel de l'administration et des établissements fédéraux, en tenant compte surtout des petits salaires et des conditions de famille.

Mesures préparatoires pour établir en commun avec les cantons, les communes, les coopératives et d'autres corporations d'utilité publique, des cuisines populaires en vue de l'alimentation collective de la population. La tâche de la Confédération, à coté de l'appui financier consiste-